

Termes de référence

Consultance en accompagnement partenarial et en coordination technique

du programme Burkina-Faso 2022-2026

1. RCN Justice & Démocratie (RCN J&D)

L'expertise de RCN J&D dans le secteur de la justice se fonde sur plus de 25 ans d'expérience, en Afrique principalement, notamment dans les pays des Grands Lacs. Au cours de ces 25 années, l'organisation a connu plusieurs évolutions significatives, résumées ci-dessous :

D'une justice d'urgence à une justice de développement. Depuis sa création en 1994, l'expertise de RCN J&D s'est enrichie et a évolué. Si initialement les activités étaient fortement liées à la situation post-conflit (rétablissement de la justice, appui aux poursuites et autres activités de justice transitionnelle), l'organisation y a ajouté de plus en plus d'activités liées à la justice de proximité, dans l'objectif de contribuer au développement durable (accès aux terres, égalité homme-femme, accès à la justice, résolution pacifique des conflits, respect des droits fondamentaux, etc.).

De la justice formelle à la justice plurielle. A l'origine, les activités étaient fortement orientées vers le renforcement du système judiciaire formel. L'approche sociétale et la prise en compte du contexte n'ont jamais été absentes de l'approche de RCN J&D. Les interventions de l'organisation partent d'un constat : il existe une multitude de mécanismes de prévention et de résolution de conflits, complémentaires : ainsi, la justice s'entend au sens large – des institutions de la justice (système judiciaire, magistrats etc.) aux mécanismes dont disposent les justiciables pour régler leurs conflits et problèmes au quotidien.

Des droits civils et politiques aux droits socio-économiques. Si les activités étaient initialement très fortement axées sur le respect des libertés fondamentales des citoyens, la dimension socio-économique s'est imposée comme un facteur à prendre en compte, également pour la prévention des conflits violents et le développement. Depuis une dizaine d'années, RCN J&D met un accent sur la sécurité foncière, en particulier celle des femmes.

De l'accès à la justice à la participation citoyenne. En travaillant sur l'offre (appui aux institutions) et la demande de la justice (appui à la société civile et aux justiciables), RCN J&D a pour objectif d'améliorer l'accès la justice. Depuis quelques années, il s'est avéré nécessaire de renforcer davantage l'interaction entre l'offre et la demande, de renforcer la participation des citoyens dans le développement et la mise en œuvre des politiques de justice pour renforcer la légitimité, l'efficacité et la redevabilité de la justice.

Des activités Sud au développement d'activités Nord-Sud. Au départ, les activités de RCN J&D se déroulaient uniquement dans des pays post-conflit. Lors du premier procès Rwanda en Belgique (voir ci-dessous), RCN J&D s'est rendu compte de l'importance de faire le lien entre les conflits qui se déroulent au Sud et le développement d'une conscience de ces conflits, de leurs causes et conséquences avec le public en Belgique, ainsi que de l'impact de ces conflits sur la diaspora originaire de ces pays.

RCN J&D intervient actuellement dans 6 pays :

Au **Rwanda**, RCN J&D est présent et actif avec ses partenaires depuis octobre 1994 où l'organisation est notamment intervenue en soutien au système judiciaire rwandais dans la résolution du contentieux du génocide : formations, soutien aux procédures d'aveu, projet « libération de la parole » etc. Depuis une dizaine d'années RCN J&D appuie aussi la justice de droit commun, comme la réduction des arriérés judiciaires, l'accompagnement de la réforme foncière, la formation des *Abunzi (médiateurs)*, etc.

RCN J&D intervient depuis 2000 en **République Démocratique du Congo**. L'association appuie et travaille actuellement avec plusieurs organisations de la société civile pour qu'elles assurent un rôle de contre-pouvoir constructif et vigilant sur le respect strict de la loi par ces mêmes institutions judiciaires (notamment au niveau de la garde à vue, de la chaîne pénale). Elle intervient également en favorisant l'inclusion, dans les mécanismes alternatifs à la justice formelle de résolution de conflits, de garde-fous pour le respect des droits humains et la recherche d'égalité de genre. Un accent spécifique est également mis sur la lutte anticorruption au niveau du système judiciaire. Les actions de RCN J&D se concentrent actuellement sur 5 zones : Kinshasa, Equateur, Kasai, Nord Kivu et Ituri.

Au **Burundi**, RCN J&D a développé ses activités suite à la signature des Accords d'Arusha en 2001 et intervient depuis lors sur l'entièreté du territoire national en appui à la justice de proximité (formation des magistrats et officiers de la police judiciaire, appui à la médiation, concertations communales avec les acteurs de la justice, ateliers police-magistrats de parquet, lutte contre la discrimination des albinos, sensibilisation...) et au processus de justice transitionnelle (groupe de parole sur base d'une pièce de théâtre, séries radio, coalition société civile, forums consultatifs etc.). Suite à la fermeture de son bureau en décembre 2018, RCN J&D appuie désormais ses partenaires burundais à distance et a mis en place un dispositif d'accompagnement technique et organisationnel.

En lien avec les activités au Rwanda, RCN J&D a développé ses premières activités en **Belgique**, en 2001, autour du premier procès des quatre accusés rwandais de crimes internationaux devant la cour d'Assises à Bruxelles (enregistrement du procès, promotion de la loi sur la compétence universelle, dialogue avec la diaspora rwandaise). Suite à la réalisation de deux séries d'interviews audio avec des témoins et acteurs de crimes de masse, un programme d'éducation à la citoyenneté mondiale a été mis en place, avec des activités qui sont occasionnellement organisées à l'étranger (France, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse).

Au **Maroc**, RCN J&D appuie depuis 2017 l'organisation OAG 2000 afin de contribuer au changement des attitudes sociales et judiciaires face aux violences basées sur le genre dans la Région de l'Oriental du Maroc. Afin d'atteindre ces changements, le programme met en œuvre, par une approche multifocale, une série d'activités permettant de réaliser des changements d'attitude genre (campagnes de sensibilisation, émissions et spots radios, groupes de paroles...) tout en soutenant une réponse plus efficace aux victimes de violence de la part des acteurs sociaux, judiciaires et des médias.

Au **Burkina Faso**, RCN J&D intervient depuis 2021 sur les enjeux de prévention des conflits par la promotion d'une justice accessible aux populations les plus vulnérables. Cet appui combine le renforcement de capacité des acteurs des Modes alternatifs de résolution de conflits ainsi que le soutien aux juridictions pénales afin d'améliorer le respect des droits humains notamment en ce qui concerne les délais de garde à vue, de détention provisoire et de jugement.

2. Contexte de la consultance

Grâce au soutien de la coopération belge au développement, RCN J&D et son partenaire burkinabé, CINESDA, assureront de 2022 à 2026 la mise en œuvre du programme « Justice de proximité, Justice plurielle : concilier et juger pour une paix durable ».

Ce programme portera essentiellement sur l'accessibilité à la justice, l'apurement des arriérés judiciaires, la prévention et le règlement alternatif des conflits au Burkina-Faso, dans la boucle du Mouhoun. Au regard du contexte sécuritaire du Burkina Faso, le projet portera sur une commune et des juridictions parmi les plus anciennes et ayant un fort taux d'arriéré judiciaire. Il touchera tous les secteurs de la justice en allant des modes alternatifs dont l'efficacité n'est plus à démontrer, aux modes étatiques assurés par les tribunaux. L'action se propose d'intervenir sur deux niveaux de conflictualité et sur deux niveaux de temporalité :

- La justice institutionnelle et étatique avec un objectif à court terme qui est celui de désengorger les tribunaux en appuyant l'apurement de l'arriéré judiciaire,
- La justice informelle par un renforcement et la promotion des mécanismes alternatifs de règlement des conflits avec une approche à moyen terme.

Par ces deux axes d'intervention, il s'agit de promouvoir la prévention des conflits et la consolidation de la paix en appuyant d'une part la mission régaliennne de l'Etat en mobilisant un appui rapide à son secteur de la justice et en renforçant le rôle des mécanismes alternatifs de règlement des conflits d'autre part. L'action cherchera à renforcer la bonne articulation entre les mécanismes formels et informels de la justice afin que leur reconnaissance mutuelle améliore l'accès à la justice de proximité pour régler les conflits. En intervenant sur les facteurs qui affaiblissent le système d'allégeance propre à l'Etat et à la Justice, l'action s'inscrit dans une logique de prévention des conflits par un meilleur accès à une justice de proximité dans l'entendement, l'espace et le temps.

RCN J&D ne dispose pas d'un bureau au Burkina Faso. Ainsi, afin de maintenir un accompagnement de proximité du partenaire burkinabé et assurer un développement du programme-pays, il est envisagé de recourir à l'appui d'un.e consultant.e.

Dans ce cadre, RCN J&D souhaite constituer une réserve burkinabé de consultant.e.s en accompagnement partenarial et en coordination technique. Le.a consultant.e sélectionné.e dans la réserve se verra proposer un contrat de prestation d'une durée de 1 an (renouvelable).

3. Objectifs de la consultance

RCN J&D recherche un.e consultant.e en appui à la gestion du Programme Burkina Faso 2022-2026 incluant prioritairement :

- Le *renforcement des capacités de CINESDA*, organisation de la société civile partenaire, impliquant notamment la réalisation d'un diagnostic organisationnel, l'élaboration d'un plan de renforcement de capacités et l'appui de proximité au partenaire
- Le *suivi du programme et de sa bonne exécution* (garantir une planification réaliste, la qualité des résultats, le respect de la bonne exécution budgétaire et la production des éléments de rapportage)

- La recherche de co-financement du programme, l'identification de potentiels partenaires et de synergies avec les autres acteurs de la justice, ainsi que de nouveaux financements pour assurer la durabilité du programme

Les missions détaillées de la consultance sont annexées à l'appel d'offres. L'appui de proximité impliquera une présence au bureau de CINESDA à Ouagadougou, ainsi que des déplacements réguliers dans la zone d'intervention, la commune de Dédougou (Province du Mouhoun). La prestation est estimée à 12 jours par mois (en moyenne), dont 5 jours par mois (en moyenne) dans la commune de Dédougou.

4. Durée de la prestation :

Le.a consultant.e sélectionné.e dans la réserve se verra proposer un contrat de prestation d'une durée de 1 an (renouvelable).

La réserve est maintenue jusqu'au 31/12/2026.

5. Profil recherché :

Localisation :

- Etre implanté.e au Burkina Faso

Diplômes :

- Diplômé.e de l'enseignement supérieur (niveau Masteur/Licencié/Ingénieur)

Expériences professionnelles et compétences :

- Expériences réussies dans la recherche de financement, forte capacité de persuasion et de dialogue avec les PFT, bonne connaissance des PTF du Burkina Faso
- Compétences avérées dans l'appui au montage de projets et la rédaction de demande de subvention
- Au moins 8 ans d'expérience dans l'accompagnement à la mise en œuvre et/ou la coordination de projets de développement en Afrique
- Au moins 8 ans d'expérience dans l'appui au renforcement de capacités des OSC en Afrique (élaboration de diagnostics organisationnels et de plan de renforcement de capacités, formation et appui aux OSC)
- Bonne connaissance du contexte du Burkina Faso
- Bonnes capacités d'écoute et d'animation
- Rigueur et capacité d'organisation
- Maîtrise du français tant à l'oral qu'à l'écrit
- Maîtrise des outils informatiques de base

Sont un plus :

- Une expertise technique dans le secteur de l'Etat de droit et en particulier dans le secteur de la justice au Burkina Faso et/ou dans d'autres pays de la région sahéenne
- Des expériences de travail dans d'autres pays de la région sahéenne
- La maîtrise de l'anglais (oral et écrit)

6. Budget

L'offre financière précisera le coût journalier du ou des consultant.e.s. Elle sera établie sur la base de 12 jours de prestation en moyenne par mois et veillera à inclure l'ensemble des coûts liés aux déplacements à Dédougou pour une durée de 5 jours en moyenne par mois (frais de déplacement, nuitées et restauration).

7. Dossier de candidature

Chaque dossier comprendra :

- **Une offre technique** décrivant l'approche méthodologique, les outils ainsi que les tâches que vous comptez mettre en œuvre
- **Une offre financière** comprenant le coût journalier du ou des consultant.e.s proposé.e.s de la consultance toutes taxes comprises et l'ensemble des frais afférents, y compris les frais de transports, restauration et nuitées dans la zone d'intervention.
- Une **présentation de l'organisation candidate** et/ou du ou des **CV détaillés** des consultants accompagné d'une liste de références en lien avec les expériences recherchées dans le présent appel d'offres.

8. Sélection des candidatures

Les offres seront évaluées sur base de 3 critères :

- la qualité de l'offre méthodologique : compréhension des termes de référence, qualité et pertinence des méthodologies utilisées ;
- la qualification, l'expérience et la complémentarité (le cas échéant) du (des) consultant.e(s) proposé.e(s) en lien avec le profil recherché dans l'appel d'offres
- le budget proposé.

9. Modalités de dépôt des offres

- Les candidats intéressés et qualifiés peuvent adresser des demandes d'informations complémentaires à : Patricia Kela, patricia.kela@rcn-ong.be
- Date limite de remise des offres par courrier électronique au plus tard le 15 avril 2022 à l'adresse suivante : job@rcn-ong.be en mentionnant en objet « AO appui Burkina Faso »

Annexe 1 : feuille de route détaillée de la consultance

Termes de Référence: Consultant en accompagnement partenarial et en coordination technique du programme Burkina-Faso

1. Gestion et développement des programmes

Responsabilités	Tâches
Programmation	<p>Appuyer la rédaction/ Rédiger des programmes et cadres logiques (avec le siège de RCN et les partenaires) Négocier avec les bailleurs et partenaires à la demande du siège de RCN Identifier, avec le siège et les partenaires, les besoins et les futurs projets / programmes à développer en prenant en compte les résultats des projets en cours ainsi que la stratégie de RCN J&D Si besoin, identifier de nouveaux partenaires (après analyse et évaluation de leurs capacités organisationnelles, programmatiques, administratives et financières) Promouvoir des synergies avec les autres interventions</p> <p>Analyser les éléments du contexte (légal, politique, mapping des autres acteurs, positionnement des bailleurs, etc.) permettant de valider ou pas la faisabilité d'un nouveau projet Identifier les problèmes dans la mise en œuvre des plans d'action et mettre en place des actions correctives ;</p>
Partenariats	<p>Représenter l'ONG auprès des partenaires et bénéficiaires, en étroite collaboration avec le siège de RCN Mener toute négociation utile avec les partenaires Etablir des indicateurs de performance concernant le renforcement de capacités du partenaire et suivre leur progression en lien avec le RP S'assurer et garantir la bonne gestion contractuelle du/des partenariats (programmes, gouvernance, financier, logistique, administratif)</p> <p>Rédiger les conventions de partenariats S'assurer de la pleine participation et parfaite information des partenaires à chaque étape de la gestion du cycle de projet Signaler à RCN J&D les difficultés (opérationnelles ou financières) rencontrées dans les relations partenariales</p>

Accompagner le renforcement de capacité des partenaires : réaliser une analyse des capacités des partenaires, proposer des plans de renforcement de capacités et en assurer la mise en œuvre (formation, accompagnement, appui technique et la mise en réseau)
 Veiller, lors de la mise en œuvre par le partenaire à l'intégration des enseignements tirés et des expériences acquises pendant le renforcement de capacités, afin de favoriser le « learning by doing »
 Favoriser l'apprentissage mutuel et l'échange entre pairs à travers l'organisation d'ateliers, de séminaires conjoints/ Favoriser les dynamiques d'apprentissage collectif, le partage des bonnes pratiques entre organisations apprenantes

Exécution

S'assurer de la mise en œuvre des plans d'action établis avec les partenaires et du respect des chronogrammes
 Identifier et proposer au siège les ajustements nécessaires en cours de projet (rédaction des avenants, révision du cadre logique, négociations etc.)
 Superviser la planification des activités des différents projets et l'utilisation efficiente des ressources par les équipes projet des partenaires
 S'assurer de l'harmonisation des outils et méthodologies de mise en œuvre
 Vérifier, avec l'appui et la validation du siège, les procédures d'engagement de tiers (consultants, sous-traitants, etc.) qui interviennent dans l'exécution des projets.

Suivi & Evaluation

Au démarrage de chaque projet, apporter un appui technique aux partenaires pour l'élaboration des plans de suivi-évaluation
 Vérifier l'existence et l'utilisation effective des outils de suivi par les partenaires
 Proposer les ajustements nécessaires aux outils développés par les partenaires
 Vérifier la validité des indicateurs (SMART, implication des partenaires dans la définition etc.)
 Vérifier l'atteinte des résultats
 Proposer des actions correctrices le cas échéant

Gestion des contrats bailleurs

Rédiger les rapports aux bailleurs en s'assurant du respect de leurs directives, et en s'assurant de la concordance entre les éléments narratifs et financiers
 Rédiger des avenants en s'assurant du respect des directives des bailleurs, et en s'assurant de la concordance entre les éléments narratifs et financiers
 Respecter les échéances transmises par le siège pour la soumission de demandes de financements, d'avenants et de rapports

Réflexion stratégique, apprentissage et évaluation

S'informer sur l'évolution de l'environnement politique, juridique, culturel, socio-économique du pays ou de la zone d'intervention; analyser les évolutions contextuelles et leur impact sur la justice (nouvelles lois, élections, évolutions sociales etc.)

A la demande de RCN J&D, contribuer aux réflexions stratégiques et participer aux espaces d'apprentissage

Accompagner la mise en œuvre locale de la politique d'apprentissage de RCN : accompagner les partenaires pour formaliser des plans d'apprentissage et s'assurer de leur mise en œuvre

Faciliter et accompagner les missions d'évaluation externe et interne des programmes

Formaliser à la demande de RCN J&D des plans de capitalisation d'expériences et accompagner les partenaires dans leur mise en œuvre

2. Finances/Admin/Log/RH

Responsabilités

Tâches

Gestion financière, administrative et logistique

Collaborer étroitement avec le Responsable Finances et la Responsable RH, logistique et administration au siège

S'assurer de l'application des procédures logistiques, administratives et financières RCN J&D et bailleurs par les partenaires

S'assurer d'une bonne circulation de l'information et d'une dynamique de travail positive

Suivi financier et budgétaire

S'assurer du respect des procédures RH/administratives, financières et logistique de l'ONG et des bailleurs par les partenaires

S'assurer du respect des convention de partenariats par toutes les parties prenantes

Suivre et analyser avec les équipes des partenaires l'exécution budgétaire des projets (suivis budgétaires) et proposer, le cas échéant, des révisions / aménagements budgétaires. Contribuer à la relecture des budgets bailleurs et des rapports financiers"

Appui à la recherche de financement

Identifier des opportunités de financement

Accompagner et conseiller les partenaires dans leur recherche de financement et le réseautage auprès des PFT

Accompagner RCN J&D et les partenaires dans la rédaction de demandes de subvention

4. Information et communication

Responsabilités	Tâches
Information du siège	
	<p>Rédiger et transmettre au siège les comptes-rendus des réunions, des comités de pilotage et technique programmatique tenues sur le terrain</p> <p>Rapport mensuel au siège</p>